

Autopsie d'un génocide planifié au Rwanda

in Les génocides dans l'Histoire, MDV n°76, 2004, pp 52-56 (extraits)

par Colette Braeckman (mars 1995)

Loin d'être une explosion imprévisible, le génocide rwandais contre les Tutsis fut un crime minutieusement préparé, dans lequel la responsabilité de la politique française est lourdement engagée. Tandis que deux millions de réfugiés, en majorité hutus, s'entassaient dans les camps, la communauté internationale, encouragée par Paris, a, pendant de longs mois, refusé de donner aux nouveaux dirigeants de Kigali les moyens de reconstruire le pays, avant de débloquer, en janvier, une aide de 600 millions de dollars.

(...)Le génocide du Rwanda représente, non seulement en Afrique centrale, mais pour l'ensemble de l'humanité, l'un des événements marquants de cette fin de siècle. Tellement marquant, par sa nature et son ampleur, que déjà tout est fait pour le banaliser, pour brouiller les pistes de réflexion, entretenir la confusion des esprits, afin sans doute d'occulter les responsabilités, nationales et étrangères... (...)

Le Rwanda, depuis l'indépendance, souffrait d'une blessure secrète, que les années n'avaient guère cicatrisée : la République ne s'était pas construite contre l'ancien ordre colonial, elle s'était fondée sur ce que l'on appela la « révolution sociale » de 1959, qui permit à la majorité de la population, appartenant à l'ethnie hutue, de déposséder du pouvoir la minorité tutsie. Cette dernière, qui exerçait le pouvoir lors de l'arrivée des Européens à la fin du dix-neuvième siècle, s'était vue à la fois renforcée dans son autorité par un pouvoir colonial qui pratiquait l'administration indirecte, et affaiblie par une présence étrangère qui avait bloqué l'évolution de la société. A la fin des années 50, alors que les élites tutsies étaient tentées par l'indépendance et flirtaient avec les non-alignés, le colonisateur belge et surtout l'Eglise catholique changèrent soudain de camp.

Dans un souci bien tardif de rééquilibrage social, désireux aussi de préserver le pays de la « subversion » qui avait gagné le Congo voisin sous les traits de Patrice Lumumba (3), les Belges décidèrent d'abolir l'ordre féodal sur lequel ils s'étaient reposés, et de soutenir les représentants de la majorité hutue. Ces derniers, en 1959, 1960 et 1962, chassèrent du pays les Tutsis déjà qualifiés de « cancrelats », d'étrangers supposés être venus d'Abyssinie avec leurs troupeaux. Les huttes furent brûlées — parfois avec la complicité des Belges —, des familles jetées à la rivière : l'indépendance du pays se construisit sur cette notion d'ennemi intérieur, sur la conscience d'une menace permanente pesant sur les pauvres acquis des paysans hutus...

Cette peur latente d'une revanche des maîtres d'hier, qui expliquait les massacres récurrents de civils tutsis et leur marginalisation sociale, se confirma lorsque, en 1990, le Front patriotique rwandais (FPR) déclencha la guerre depuis la frontière ougandaise. Après trois décennies d'exil, en effet, les Tutsis, qui, comme tous les réfugiés du monde, gardaient la nostalgie de leur patrie, avaient fondé une organisation politico-militaire désireuse d'imposer le retour des réfugiés, une éventualité que le régime du président Habyarimana avait toujours refusé d'envisager sérieusement. En outre, ils exigeaient de participer au pouvoir à Kigali.

L'offensive lancée en octobre 1990 par le Front patriotique ne fut enrayée que grâce au soutien étranger que reçut le régime Habyarimana : le Zaïre envoya en première ligne la Division spéciale présidentielle, et, surtout, la France se porta au secours du pouvoir en place, en vertu d'accords d'assistance militaire conclus en 1975, alors que la Belgique se limitait à poursuivre sa coopération, mais sans s'impliquer dans le conflit.

La guerre entraîna le Rwanda dans une double dynamique : d'un côté, le régime Habyarimana fit passer les effectifs de son armée de 5 000 à 35 000 hommes. Mais, d'un autre côté, dans la foulée du discours prononcé par le président François Mitterrand à La Baule, en juin 1990, le Rwanda entra dans le multipartisme : une presse indépendante fit son apparition, les associations de défense des droits de l'homme se multiplièrent, des partis d'opposition contestèrent le monopole jusque-là exercé par le parti du président, le Mouvement national pour la reconstruction et le développement (MNRD) et dénoncèrent le fait que le clan du président, ou plutôt de sa belle-famille, originaire du nord du pays, avait confisqué le pouvoir.

Alors que le pays s'ouvrait à la démocratie, que le régime, sous les coups de boutoir du FPR, se voyait contraint de négocier des accords de partage du pouvoir, que les réfugiés intérieurs se multipliaient, chassés du nord du pays par l'offensive des « rebelles », un autre mouvement se dessinait, qui échappa à bien des observateurs étrangers : la préparation du génocide. Devinrent complices des « Inkontanyi », les

combattants du FPR, tous les civils tutsis, ainsi que les membres des partis d'opposition hutus, soupçonnés d'être une sorte de cinquième colonne des combattants aux frontières.

Des listes de « suspects » furent dressées et des massacres récurrents émurent les organisations de défense des droits de l'homme : (...) Plus de quinze mille civils furent ainsi « discrètement » massacrés loin du front, tandis que, dans le Nord, l'offensive du FPR se révélait également meurtrière...

Les rapports des organisations de défense des droits de l'homme auraient dû alerter l'opinion internationale : à chaque fois, ils relevaient le caractère planifié, volontariste, des violences, le fait qu'elles aient été organisées par les autorités communales, qui encadraient la population, la conditionnaient pendant des semaines, prêtaient parfois des véhicules aux équipes de tueurs... Mais la France qualifia de « rumeurs » les rapports qui s'accumulaient et intensifia sa présence militaire aux côtés de l'armée rwandaise, tandis que la Belgique ne suspendit jamais sa coopération.

Après la signature des accords d'Arusha, en août 1993, conclus en partie sous la contrainte de la communauté internationale et qui prévoyaient le partage du pouvoir entre le parti du président, les formations d'opposition et le Front patriotique, ainsi que la fusion des deux armées, les préparatifs du crime s'accéléraient. Préparatifs psychologiques : une radio « privée » financée par l'entourage du président, la Radio libre des Mille Collines, entra en action.

La préparation du crime fut également matérielle : des armes, venues d'Egypte, d'Afrique du Sud mais aussi de France, furent massivement importées et distribuées à la population. En décembre 1993, alors que les « casques bleus » belges et bangladais censés garantir l'application des accords d'Arusha s'installaient dans Kigali, et que le contingent militaire français ayant pris part aux opérations de guerre quittait le pays, les maires distribuaient les armes dans les communes, atteignant jusqu'aux plus petits niveaux de pouvoir, les secteurs et les cellules. En même temps, des jeunes gens, chômeurs, délinquants, paysans sans terre et sans avenir dans ce pays surpeuplé, étaient recrutés pour devenir des miliciens, les Interhamwe.

Ils devaient recevoir, en plus d'une paire de chaussures neuves, une formation militaire très particulière : dans la région du Mutara, sur les collines voisines de Kigali, on leur apprit à « travailler » avec la machette, à frapper systématiquement le front, la nuque, à sectionner les articulations... Depuis le début de 1994, les « casques bleus », dont la mission se limitait au « maintien de la paix », assistaient impuissants à l'armement de la population, et les observateurs à Kigali savaient qu'une « machine à tuer » s'était mise en place. Ils n'ignoraient que le jour et l'heure.

Le 6 avril 1994, alors que le président Habyarimana rentrait de Tanzanie, son sort était scellé. (...) Il avait finalement accepté d'ouvrir son gouvernement au Front patriotique et se préparait à lire, dès son retour, un discours consacrant le partage du pouvoir. Cette reddition apparaissait comme une trahison aux yeux des ultras du régime et d'abord de sa propre belle-famille. Le texte de ce discours disparut dans les débris de l'avion Falcon, offert naguère par la coopération française, touché de plein fouet par deux missiles tirés par des mains d'expert, vraisemblablement blanches, et françaises selon certaines sources.

L'attentat marqua le début du génocide. Avec une efficacité effroyable, la « machine à tuer » se mit en mouvement. Dès les premières minutes qui suivirent le crash de l'avion, les équipes de tueurs dressèrent les barrages dans Kigali, triant Hutus et Tutsis d'après les papiers d'identité, liquidant systématiquement les seconds. Dix « casques bleus » belges commis à la défense du premier ministre, Mme Agathe Uwilingiyimana, furent massacrés. Dans les jours qui suivirent, alors que la presse internationale parlait de « massacres interethniques », définissant la tragédie comme une explosion de « haines tribales » séculaires, le Rwanda était ravagé par un plan d'extermination systématique de l'« ennemi intérieur ».

« Coupez les pieds des enfants pour qu'ils marchent toute leur vie sur les genoux. » « Tuez les filles pour qu'il n'y ait pas de générations futures. » « Les fosses communes ne sont pas encore pleines. » « Tuez-les, ne commettons pas la même erreur qu'en 1959 », répétait « Radio Machette », la Radio des Mille Collines. La machine était bien programmée, et sous contrôle : dans la ville de Butare, trois semaines après le début des massacres à Kigali, le calme régnait encore, car le préfet, membre de l'opposition, multipliait les réunions de pacification. Il fut destitué, puis tué et remplacé par un « dur » du régime, tandis que l'armée, suivie par les miliciens, dépêchait des renforts dans la ville universitaire. Un discours du président par intérim, Théodore Sindikubwabo, devait déclencher les opérations, et les équipes de Médecins sans frontières assistèrent au massacre de leurs malades tutsis sur leurs lits d'hôpital...(...)

Colette Braeckman

Journaliste chargée de l'actualité africaine au quotidien Le Soir, Bruxelles. Auteure de *Les Nouveaux Prédateurs*, Fayard, Paris, 2002.